

il se trouve toujours dans la situation embarrassante d'être obligé d'expliquer ses paroles, en cette enceinte, à son retour.

Nous avons eu l'exemple de l'honorable ministre des Affaires des anciens combattants (M. Churchill) qui, au retour de son voyage à Hong-Kong, s'est plaint assez amèrement du traitement que lui avaient fait les journalistes de là-bas. A ce moment-là, il s'en est pris tout particulièrement à un journaliste américain, et aujourd'hui nous sommes témoins d'une situation pas mal semblable, à la suite des déclarations du ministre des Finances et de son collègue, l'honorable ministre du Commerce (M. Hees). Au fait, tous deux se sont plaints d'avoir été mal interprétés, non seulement par la presse ou la radio, mais même par le chef de l'opposition (M. Pearson).

Le ministre des Finances a particulièrement pris à parti les commentateurs de la radio qui, tant hier matin qu'hier soir, ont vertement condamné la politique du gouvernement lors de la conférence d'Accra. Ils ont sévèrement critiqué l'attitude des deux ministres en question. Il en a été de même à l'égard du chef de l'opposition. Le ministre des Finances trouve que ce dernier a manqué de courtoisie en posant une question et en faisant certains commentaires lors d'une discussion à ce sujet en cette enceinte, à l'appel de l'ordre du jour.

Le ministre des Finances se plaint de ce que le chef de l'opposition ait dit qu'il gémissait avant même d'être touché. Bien plus, il se plaint de la déclaration qu'a faite mon collègue de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill), à Toronto...

**L'hon. M. Fleming:** Ce n'est pas une déclaration, c'est une fausse accusation.

**L'hon. M. Chevrier:** De nouveau, le ministre dit que c'est une fausse accusation. Puisque le ministre des Finances dit que l'accusation est fausse, je lui demande de nous faire connaître la teneur du discours qu'il a prononcé, afin que nous sachions si, oui ou non, les déclarations que la presse attribue aux ministres des Finances et du Commerce sont erronées...

**M. Deschatelets:** Il n'oserait pas.

**L'hon. M. Fleming:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. J'ai déjà déclaré que je serais heureux de prononcer de nouveau à la Chambre le discours que j'ai fait à Accra, si l'honorable député veut bien m'accorder le temps requis.

**L'hon. M. Chevrier:** Monsieur le président, je n'ai pas l'intention d'écouter l'honorable ministre pendant une autre heure. Je l'ai écouté assez longtemps tout à l'heure. S'il peut

[L'hon. M. Chevrier.]

nous répéter le discours qu'il a prononcé là-bas, pourquoi ne pas l'écrire et nous en remettre le texte, afin que nous sachions exactement ce qu'il a dit, parce que, comme je le disais au début de mes observations, je trouve fort étrange que chaque fois que les ministres canadiens participent à une conférence importante, ils sont toujours mal cités, soit dans les journaux, soit ailleurs.

**M. Valade:** Ils sont tout simplement mal interprétés par les libéraux!

**L'hon. M. Fleming:** Ce ne sont pas les rapports...

**L'hon. M. Chevrier:** Pour ce qui concerne le Marché commun, le gouvernement actuel n'a pas de politique positive. Au contraire, il semble avoir adopté une politique négative, car il dit aux pays membres du Marché commun: «Ne faites pas partie de cet organisme, de peur que cela nous cause préjudice»; et ce au lieu d'étudier attentivement et minutieusement les conditions dans lesquelles vivent les pays qui font partie du groupe des Six, afin d'essayer d'établir s'il n'y aurait pas moyen d'en arriver à une association ou à une entente quelconque avec ces pays.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, croyons que l'attitude adoptée par le gouvernement, en marge de cette question, est mauvaise.

Nous croyons surtout que, eu égard à la situation internationale grave qui existe aujourd'hui, on devrait tout faire pour unifier le Commonwealth et non pas le diviser. Nous ne devrions pas chercher, comme je le disais tantôt, à diviser les nations du Commonwealth et, par le fait même affaiblir le monde libre.

Il faut, évidemment, protéger les intérêts du Canada d'abord et avant tout, mais n'y a-t-il pas d'autre moyen de protéger ces intérêts que la façon dont ont procédé les deux ministres?

Ai-je besoin de dire ici que c'est dans les pays de l'Europe des Six que l'expansion actuelle est la plus spectaculaire? Et voilà pourquoi il me semble que c'est dans ces pays que l'on devrait d'abord aller étudier les tarifs.

A la façon dont a procédé cette évolution économique extraordinaire, l'abaissement graduel des tarifs douaniers, joint à la vaste perspective du marché concurrentiel de 180 millions de personnes (marché comparable à celui des États-Unis), a provoqué une véritable révolution économique dans les pays des Six: la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique, la Hollande. Les résultats—le ministre doit le savoir probablement mieux que moi—de cette reconversion des structures européennes ne se sont pas fait attendre. Aujourd'hui, la productivité des grandes industries européennes est comparable à celle des États-Unis et du Canada. Le niveau de vie s'élève. Le taux